

IRIS ASSOCIATION

Association régie par la loi de 1901
Siège Social : 2 bis, rue Mercœur - 75011
PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022



CABINET CARAMIGEAS

EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes de Versailles

8, rue d'Alsace - 92300 Levallois Perret
Tel : 01.41.40.95.10

IRIS ASSOCIATION

Association régie par la loi de 1901
Siège social : 2 bis, rue Mercoeur
75011 - PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres du Conseil d'Administration de l'association INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES.

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association IRIS à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport d'activité et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier sur la situation financière de l'association et dans les autres documents adressés aux membres du Conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient au Conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Conseil d'administration. Ils se caractérisent par un total de fonds associatifs de 1.555.032 € dont un excédent de 339.185 € et un total de bilan de 4.698.176 €.

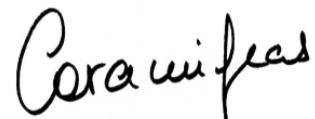
VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Levallois-Perret, le 10 juillet 2023

A handwritten signature in black ink, reading 'Catherine Caramigeas'.

Catherine CARAMIGEAS
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de VERSAILLES

ANNEXE FAISANT PARTIE INTEGRANTE DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques...	206 972	144 048	62 924	84 286
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes	2 994		2 994	1 194
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions	2 200 681	1 354 652	846 029	629 777
	Installations techniques Matériel et outillage	413 160	255 895	157 265	148 559
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>				
	Immobilisations financières ⁽¹⁾				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	61 960		61 960	54 454
Total I		2 885 767	1 754 594	1 131 173	918 270
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	16 649	10 958	5 691	8 064
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 166 690	190 188	2 976 502	3 201 596
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	140 531		140 531	160 091
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	261 423		261 423	556 229
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	182 857		182 857	176 775
Total II		3 768 149	201 146	3 567 003	4 102 753
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		6 653 917	1 955 741	4 698 176	5 021 024

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

O.F.E.C.

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022 12	Exercice N-1 31/12/2021 12
FONDS PROPRES	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise :		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
FONDS DÉDIÉS	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 200 699	1 150 052
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	339 185	50 647
	Situation nette (sous total)	1 539 883	1 200 699
	Fonds propres consommables		
PROVISIONS	Subventions d'investissement	15 148	23 724
	Provisions réglementées		
	Total I	1 555 032	1 224 423
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
DETTES (1)	Total III		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	142 106	177 449
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	579 517	506 093
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	904 429	830 013
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	Autres dettes	14 394	119 386
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 502 699	2 154 023
	Total IV	3 143 144	3 796 601
	Ecarts de conversion passif (V)		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 698 176	5 021 024

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

O.F.E.C.

1 642 578

CABINET CARAMIGÉAS
Expertise Comptable
Commissariat aux comptes
8, rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS-PERRET
SIRET : 337 604 805 00040

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
	31/12/2022 12	31/12/2021 12
Produits d'exploitation (1)		
Cotisations	23 351	38 027
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	81 278	70 679
Ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	3 250 519	2 897 664
Parrainages	1 424 287	1 321 496
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	663 698	621 719
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	-80	520
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	32 651	58 586
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	7 557	6 700
Total I	5 483 261	5 015 391
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	45 345	32 823
Variation de stock	772	-3 027
Autres achats et charges externes	2 090 546	1 761 011
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	72 335	47 655
Salaires et traitements	2 015 139	1 886 699
Charges sociales	782 124	758 442
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	247 375	230 196
Dotations aux provisions	64 259	51 841
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	80 830	207 172
Total II	5 398 725	4 972 811
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	84 536	42 580

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

O.F.E.C.

CABINET CARAMIGEAS
Expertise Comptable
Commissariat aux comptes
8, rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS-PERRET
SIRET : 337 604 805 00040

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2022 12	Exercice N-1 31/12/2021 12
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		503
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III		503
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	795	1 013
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	795	1 013
2. Résultat financier (III-IV)	-795	-509
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	83 741	42 071
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 245	
Sur opérations en capital	8 576	8 576
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	10 821	8 576
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	29 664	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	29 664	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	-18 843	8 576
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-274 287	
Total des produits (I+III+V)	5 494 081	5 024 470
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	5 154 897	4 973 823
5. EXCEDENT OU DEFICIT	339 185	50 647

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 4 698 175.76 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 5 483 260.91 Euros et dégageant un excédent de 339 184.62 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Description de l'objet social et des moyens mis en oeuvre :

L'IRIS a pour vocation de participer au débat stratégique français et international et de contribuer à le vivifier.

Les moyens d'action de l'association sont les études et notes de consultance, les publications, l'organisation de colloques, séminaires et débats, la constitution de groupes d'études, la participation de ses chercheurs aux forums nationaux et internationaux, la formation et les interventions médiatiques.

Cotisations : Méthode retenue pour la comptabilisation

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Toutefois, si l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Le montant des cotisations comptabilisé sur l'exercice a représenté un montant de

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

23.351 euros.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

L'Association IRIS a encaissé sur la période clos les demandes de CIR pour les années 2019 & 2020 pour un montant de 288.113 euros.

L'Association IRIS a déposé une demande de CIR pour l'année 2021 sur la période 2022 mais n'a fait l'objet d'aucune provision en comptabilité.

En lien avec ces demandes de Crédit d'Impôts Recherche ont été comptabilisés sur l'exercice les honoraires de la société FIGROUP (INICATIVAS - spécialiste du financement de l'innovation) pour un montant de 7.551 euros.

A la clôture de l'exercice est à constater le paiement sur 2023 des cotisations sociales auprès de l'Agessa (année 202-221= 15 k€) et de l'Office Nationale de Sécurité Sociale - Belgique (2020-21-22 = 78 k€).

Les travaux engagés dans l'aménagement des locaux du 5ème étage du "2B rue Mercour PARIS (75011) ont représentés un investissement de 310 K €uros. L'emprunt bancaire souscrit auprès de BNP PARIBAS le 19/09/2019 et libéré fin 11/2019 pour 250 K€ voit son remboursement en capital débuté en 12/2019. Aucune enveloppe supplémentaire n'a été demandée. La durée de l'emprunt est de 84 mois au taux de 0,50% représentant une charge annuelle de remboursement de 36.350 €

L'Association est engagée sauf accord de la banque à ne pas aliéner, hypothéquer, donner à bail ou en gage immobilier, apporter tout ou partie de son patrimoine immobilier à un tiers ; à ne pas céder tout ou partie de ses actifs, sauf dans le cadre de sa gestion courante habituelle ; à contracter des dettes dont les charges éventuelles cumulées avec ses emprunts actuels risquent d'excéder ses facultés de remboursement.

L'Associtaion a concernant les droits d'auteur relatifs à la création des nouveaux manuels de cours appliqué pour la première fois en 2019 l'étalement de ces derniers sur 3 ans ; au contraire de ceux relatifs aux simples mises à jour des manuels entièrement comptabilisés en charge.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	200 167		9 800
Installations générales agencements aménagements des constructions	1 814 701		385 980
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	356 169		56 991
TOTAL	2 170 870		442 971
Prêts, autres immobilisations financières	54 454		7 506
TOTAL	54 454		7 506
TOTAL GENERAL	2 425 490		460 277

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			209 966	209 966
Installations générales agencements aménagements constr.		-0	2 200 681	2 200 681
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		-0	413 160	413 160
TOTAL		-0	2 613 841	2 613 841
Prêts, autres immobilisations financières			61 960	61 960
TOTAL			61 960	61 960
TOTAL GENERAL		-0	2 885 767	2 885 767

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	114 686	29 362		144 048
Installations générales agencements aménagements constr.	1 184 924	169 728		1 354 652
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	207 610	48 284		255 895
TOTAL	1 392 534	218 013		1 610 546
TOTAL GENERAL	1 507 220	247 375		1 754 594

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	29 362				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	169 728				
Matériel de bureau informatique mobilier	27 409	20 875			
TOTAL	197 138	20 875			
TOTAL GENERAL	226 500	20 875			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	1 150 052	50 647		0	1 200 699
Excédent ou déficit de l'exercice	50 647	-50 647	339 185	0	339 185
Situation nette	1 200 699		339 185	0	1 539 883
Subventions d'investissement	23 724			8 576	15 148
TOTAL I	1 224 423		339 185	8 576	1 555 032

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	9 358	10 958	9 358		10 958
Sur comptes clients	136 887	53 301			190 188
TOTAL	146 245	64 259	9 358		201 146
TOTAL GENERAL	146 245	64 259	9 358		201 146
Dont dotations et reprises d'exploitation		64 259	9 358		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	61 960	-0	61 960
Clients douteux ou litigieux	225 148	225 148	
Autres créances clients	2 941 542	2 941 542	
Personnel et comptes rattachés	167	167	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 135	16 135	
Taxe sur la valeur ajoutée	124 229	124 229	
Charges constatées d'avance	182 857	182 857	
TOTAL	3 552 037	3 490 077	61 960

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	142 106	36 875	105 231	
Fournisseurs et comptes rattachés	579 517	579 517		
Personnel et comptes rattachés	382 114	382 114		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	335 343	335 343		
Impôts sur les bénéfices	10 882	10 882		
Taxe sur la valeur ajoutée	147 318	147 318		
Autres impôts taxes et assimilés	28 773	28 773		
Autres dettes	10 394	10 394		
Produits constatés d'avance	1 502 699	1 502 699		
TOTAL	3 139 144	3 033 913	105 231	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	35 549			

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
SITE INTERNET	93 527	33 . 33
LOGICIELS	105 245	20 . 00
DEPOT MARQUE	200	

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	06 à 20 ans
Matériel de bureau	Linéaire/Dégressif	03 à 08 ans
Mobilier	Linéaire	06 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	9 08 188
Autres créances	6 667
Total	914 854

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Détail des produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	908 187
ORG PRODUITS A RECEVOIR	6 667
Total	914 854

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 148
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	219 450
Dettes fiscales et sociales	414 390
Autres dettes	7 560
Total	642 548

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Détail des charges à payer

	Montant
INTERETS COURUS S/ EMPRUNT	24
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	219 450
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	7 560
PERS PROVISION CONGES PAYES	110 603
PERS PROVISION CHARGES A PAYER	178 571
ORG PROVISION CHARGES SOCIALES S/ CONGES PAYES	44 242
ORG PROVISION CHARGES SOCIALES S/ CHARGES A PAYER	71 429
ETAT CHARGES A PAYER	9 545
INTERETS BANCAIRES A PAYER	1 124
Total	642 548

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	182 857
Total	182 857
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	1 502 699
Total	1 502 699

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
LOCATION IMMOBILIERE	77 448		
LOCATIONS MOBILIERES	33 494		
CHARGES LOCATIVES	11 100		
MAINTENANCES	12 234		
ASSURANCES	6 475		
DOCUMENTATIONS	11 418		
PUBLICITES	6 528		
TELEPHONE & INTERNET	10 873		
DROITS D'AUTEURS	8 555		
MEDECINE DU TRAVAIL	4 140		
DEPLACEMENTS	592		
Total	182 857		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Détail des produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
DIPLOMES/FORMATIONS/PRESTATIONS	1 448 636		
SUBVENTIONS	54 063		
Total	1 502 699		

Subventions d'équipement

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

Subventions

- Montant global à l'ouverture : 85.760 euros
- Augmentation : 0 euros
- Diminution : 0 euros
- Solde à la clôture : 85.760 euros

Quotes-parts virées au résultat

- Montant global à l'ouverture : < 62.036 euros >
- Augmentation : < 8.576 euros >
- Diminution : 0 euros
- Solde à la clôture : < 70.612 euros >

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -**Ventilation des subventions**

Répartition par secteur d'activité	Montant
Concours publics & subventions obtenus au cours de l'exercice	
Financement par la taxe d'apprentissage	66 226
Aides à l'emploi	29 400
Subventions État	466 190
Subventions Privée	25 872
Subventions Etrangères	4 343
Total	592 031

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	4
Employés	36
Total	40

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9.634 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 9.634 euros
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euros.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -**Dettes garanties par des sûretés réelles**

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	140 958
Total	140 958

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Engagements financiers**Engagements donnés**

Autres engagements donnés :		1 414
INTERETS COURUS SUR EMPRUNT 250 k€	1 414	
Total (1)		1 414

Engagements reçus**Engagement en matière de pensions et retraites**

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		406 959	

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- Rotation du personnel: 10%
- Progression salariale: 1%
- Table de mortalité: ANC 2021
- Age de départ à la retraite: 62 ans
- Taux d'actualisation: 3.75%
- Taux de charges sociales patronales : 45%
- Convention collective : Indemnité légale (décret n° 2017-1398 du 25 septembre 2017)
- Indemnités de fin de carrière à verser (IFC + Ch.soc.) non actuarielles